

Département de *L'INDRE & LOIRE*

---

**Plan des Services  
routiers occasionnels**

## A V I S

-----  
TRANSPORTS PUBLICS DE VOYAGEURS  
----------  
Plans de services occasionnels  
----------  
Département d'INDRE-et-LOIRE  
-----

Le Conseil Supérieur des Transports (Commission des Transports Terrestres),

Saisi, pour avis, par le Ministre de l'Equipement du projet de plan de services occasionnels de transports routiers de voyageurs pour le département d'Indre-et-Loire,

Sur le rapport de M. CHALONS,

Vu le décret-loi du 12 novembre 1938 (Annexe A) et le décret du 12 janvier 1939,

Vu la loi du 5 juillet 1949, le décret du 14 novembre 1949 et le décret du 20 mai 1960,

Vu les arrêtés ministériels des 23 juin 1960, 25 juin 1960 et 19 juillet 1961,

Vu les circulaires ministérielles d'application des textes susvisés,

Vu la loi n° 56-277 du 20 mars 1956 relative à la location-gérance des fonds de commerce et des établissements artisanaux,

Vu le décret n° 56-612 du 20 juin 1956 portant application aux entreprises de transports publics et de location de véhicules industriels des dispositions de la loi du 20 mars précitée,

Vu l'avis du Conseil Supérieur des Transports (Commission des Transports Terrestres - Document T.T. 704 bis) du 20 mai 1963 adressé à M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports le 28 mai 1963 et la réponse de M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports (R. 3 - n° 3.875/V du 3 août 1963),

Ensemble les pièces du dossier,

Après en avoir délibéré dans sa séance du 6 décembre 1966,

EST D'AVIS :

- 1°) que les documents A et C du plan de services occasionnels de voyageurs du département d'Indre-et-Loire peuvent être approuvés sous réserve des modifications ci-après :

a) en ce qui concerne le document A :

- compléter comme suit la définition de la zone de desserte M.D. 1 : "... N.730 - St Georges-de-Didonne, étant précisé que cette zone comprend les tronçons de routes susvisés et le territoire des localités desservies par ceux-ci".

b) en ce qui concerne le document C :

- remplacer la clause figurant au chapitre II de ce document concernant la protection tarifaire des services réguliers par le texte ci-après conforme à la première partie de l'avis T.T. 704 bis susvisé :

"Les services occasionnels à la place de nature à concurrencer effectivement des services réguliers ferroviaires ou routiers devront comporter des tarifs d'au moins 10 % supérieurs aux tarifs consentis dans des conditions de services analogues par l'une quelconque des entreprises concurrencées".

- 2°) qu'il y a lieu de transmettre le dossier, avec le présent avis, au Comité des Contestations pour examen du document B.

Fait à PARIS, le 6 décembre 1966

Le Vice-Président,

Le Secrétaire Général,

J. LAPEBIE.

R. THOMAS-COLLIGNON

ST

CONSEIL SUPERIEUR  
des  
TRANSPORTS

-----  
Plans de services  
occasionnels  
-----

CC. 503/2° S. 349 ter/2° S. bis 213 ter

ARRETE MINISTERIEL CONFORME  
aux avis C.S.T., sauf en ce qui concerne la suppression  
des zones PC.2 et MD.2 (3°, 1° et 6° de l'arrêté)

MINISTERE DES TRANSPORTS

-----  
Direction des Transports  
Terrestres

-----  
Service des Transports Routiers  
et des Transports Urbains  
-----

T.R.V. - n° 1022 - 37/3 - 1

C  
O  
P  
I  
E

PARIS, le 16 JUIN 1967

A R R E T E  
-----

Le Ministre des Transports,

Sur la proposition du Directeur des Transports Terrestres;

Vu l'article 7 de la loi n° 49-374 du 5 juillet 1949 relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier;

Vu le décret n° 49 -1473 du 14 novembre 1949 modifié par le décret n° 60-472 du 20 mai 1960, relatif à la coordination et à l'harmonisation des transports ferroviaires et routiers;

Vu l'arrêté ministériel du 23 juin 1960 relatif à l'établissement des plans de services occasionnels;

Vu l'arrêté ministériel du 25 juin 1960 instituant une section spéciale du Comité Technique Départemental des Transports;

Vu le plan départemental des services occasionnels d'INDRE-et-LOIRE adopté par la section spéciale du Comité Technique Départemental des Transports de ce département dans ses séances des 24 février et 22 juin 1966;

Vu la lettre du Préfet en date du 28 septembre 1966;

Vu les avis du Conseil Supérieur des Transports en date des 6 décembre 1966 et 13 avril 1967;

A R R E T E :

Article 1er -

Le plan susvisé des services occasionnels de voyageurs du département d'INDRE-et-LOIRE est approuvé sous réserve des cessions, des prescriptions ou des locations qui ont pu intervenir depuis la mise à l'enquête dudit plan ainsi que sous les réserves suivantes ;

....

Réserves d'ordre général :

1°) La zone de prise en charge PC.2 et la zone de desserte MD.2 figurant au chapitre I du document A sont supprimées.

2°) La définition de la zone de desserte MD.1 figurant au chapitre II du document A est complétée comme suit : " St-Georges-de-Didonne, la côte de l'Atlantique jusqu'à Quiberon, N. 168, Auray, Loudéac, N. 773, Saint-Brieuc, la côte de la Manche jusqu'à Fécamp, N. 26, N. 13 bis, Rouen, N.14, Paris sortie de Paris par la N.5 jusqu'à Fontainebleau, N.7, Moulins, N.145, Montluçon, N. 693, Aubusson, N.141, Limoges, N.21, 699, Angoulême, N.141, Saintes, D.114, N.730, St-Georges-de-Didonne, étant précisé que cette zone comprend les tronçons de routes susvisés et le territoire des localités desservies par ceux-ci ".

3°) La clause figurant au chapitre II du document C, concernant la protection des services réguliers est annulée et remplacée par la clause ci-après :

" Les services occasionnels à la place de nature à concurrencer effectivement des services réguliers ferroviaires ou routiers devront comporter des tarifs d'au moins 10% supérieurs aux tarifs consentis dans des conditions de services analogues par l'une quelconque des entreprises concurrencées ".

4°) Le tableau B pourra, s'il y a lieu, être complété par une liste des entreprises ayant leur centre d'exploitation dans des départements voisins de l'Indre-et-Loire et dont la zone de prise en charge autorisée pour tout ou partie de leurs véhicules serait étendue à certaines régions de l'Indre-et-Loire, lorsque les droits de ces entreprises auront été fixés dans leur département d'origine.

5°) Les véhicules faisant l'objet des inscriptions figurant aux colonnes 6 et 7 du document B (services à la place) sont également autorisés pour l'exécution de services collectifs au départ de la même zone de prise en charge et dans les mêmes zones de desserte.

Réserve d'ordre particulier :

6°) Les zones PC.2 et MD.2 figurant à l'inscription n° 17 du tableau B au nom du Syndicat des Transports en commun de la Région Tourangelle sont remplacées par les indications suivantes :

- zone de prise en charge : le périmètre urbain de Tours
- zone de desserte ; le territoire du département d'Indre-et-Loire

Article 2 -

Un exemplaire du plan restera annexé au présent arrêté.

Article 3 -

Le Directeur des Transports Terrestres et le Préfet du département de l'Indre-et-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Ministre et par délégation  
Le Directeur  
des Transports Terrestres  
Signé : Ph. LACARRIERE.



Ponts et Chaussées

Département d'Indre-et-Loire

Comité Technique Départemental  
des Transports

E<sup>1</sup>

P L A N

DES SERVICES ROUTIERS OCCASIONNELS DE TRANSPORT  
DE VOYAGEURS

Etabli en application de l'article 4 du décret du 14 novembre 1949  
modifié par le décret N° 60-472 du 20 mai 1960

DOSSIER SOUMIS A L'APPROBATION MINISTERIELLE

- 1 - DOCUMENT A - Liste des zones de prise en charge et des zones de desserte.
- 2 - DOCUMENT B - Liste provisoire des entreprises susceptibles d'être inscrites au plan des services routiers occasionnels de voyageurs.
- 3 - DOCUMENT C - Dispositions particulières.

Ponts et Chaussées

Département d'Indre-et-Loire

Comité Technique Départemental  
des Transports

P L A N

DES SERVICES ROUTIERS OCCASIONNELS DE TRANSPORT  
DE VOYAGEURS

Application de l'article 4 du décret du 14 novembre 1949  
modifié par le décret N° 60-472 du 20 mai 1960

- DOCUMENT A -

- Liste des zones de prise en charge et des zones de desserte.

- DOCUMENT A -

I - Zones de prise en charge

N°	Délimitation des zones
P.C.1	Tout le territoire du département d'Indre-et-Loire.
P.C.2	Périmètre urbain de la Ville de TOURS.

II - Zones de desserte

N°	Délimitation des zones
G.D.1	Tout le territoire métropolitain
M.D.1	St-Georges-de-Didonne - la côte de l'Atlantique jusqu'à Quiberon - N. 168 - Auray - Loudéac - N. 778 - Saint-Brieuc - la côte de la Manche jusqu'à Fécamp - N. 26 - N. 13 bis - Rouen - N. 14 - Paris sortie de Paris par la N. 5 jusqu'à Fontainebleau - N. 7 - Moulins - N. 145 - Montluçon - N. 693 - Aubusson - N. 141 - Limoges - N. 21 - 699 - Angoulême - N. 141 - Saintes - D. 114 - N. 730 - St-Georges-de-Didonne.
M.D.2	Tout le territoire du département d'Indre-et-Loire.



## Ponts et Chaussées

Département d'Indre-et-Loire

Comité Technique Départemental  
des Transports

# PLAN

DES SERVICES ROUTIERS OCCASIONNELS DE TRANSPORT  
DE VOYAGEURS

Application de l'article 4 du décret du 14 novembre 1949  
modifié par le décret N° 60-472 du 20 mai 1960

- DOCUMENT B -

Liste provisoire des entreprises susceptibles d'être inscrites  
au plan des services routiers occasionnels de voyageurs

N° d'ordre	Entreprises	Centres d'exploitation	Nombre de véhicules autorisés		Services à la place		Services collectifs		Observations
			Au titre de l'article I de l'arrêté du 23-6-60	Au titre de l'article II de l'arrêté du 23-6-60	Zones de prise en charge	Zones de desserte	Zones de prise en charge	Zones de desserte	
1	ARCHAMBAULT	SAINT-GERMAIN-SUR- VIENNE	-	1	P.C.1	M.D.1/	-	-	autorisation liée à l'exploitation du ser- vice régulier St-Germain-sur-Vienne à Chinon par Couziers, Lerné et Seully.
2	BODIN	SAINTE-MAURE	2	-	P.C.1	G.D.1/	-	-	
3	BUROCHIN	SAINT-ANTOINE-DU- ROCHER	1	- 1	P.C.1 P.C.1	G.D.1/ M.D.1/	- -	- -	
4	CHARBONNEL	LOCHES	2 1	- -	P.C.1 P.C.1	G.D.1/ M.D.1/	- -	- -	
5	DESTRUEL	LIGUEIL	3 1	- -	P.C.1 P.C.1	G.D.1/ M.D.1/	- -	- -	
6	GEROME	AMBOISE	1 -	- 1	P.C.1 P.C.1	G.D.1/ M.D.1/	- -	- -	
7	GUELLERIN	LE GRAND-PRESSIGNY	- -	1 } (1) 1 }	P.C.1 P.C.1	G.D.1/ M.D.1/	- -	- -	(1) autorisations liées à l'exploitation du service régulier Le Grand-Pressigny, Sepmes Tours.
8	MARTIN	SAINTE-MAURE	1 1	- -	P.C.1 P.C.1	M.D.1/ G.D.1/	- -	- -	
9	MILLET	RILLY-SUR-VIENNE	2 -	- 1 (2)	P.C.1 P.C.1	G.D.1/ M.D.1/	- -	- -	(2) autorisation liée à l'exploitation du service régulier Razines, Braslou, Théneuil, Ste-Maure, Tours.
10	PIVOIN	CHATEAU-LA-VALLIE- RE	1 - -	- 1 } (3) 1 }	P.C.1 P.C.1 P.C.1	G.D.1/ G.D.1/ M.D.1/	- - -	- - -	(3) autorisations liées à l'exploitation des services réguliers Château-la-Vallière, Son- zay, Neuillé, Tours et Château-la-Vallière St-Christophe, Tours.
11	OUAIRY	SAINT-FLOVIER	3 -	- 1 (4)	P.C.1 P.C.1	G.D.1/ M.D.1/	- -	- -	(4) autorisations liées à l'exploitation des services réguliers St-Flovier, Betz-le-Cha- teau, Tauxigny, Tours et St-Flovier, Loches, Tours.
12	Sté CARS COUDERT & Cie	LOCHES	4 3	- -	P.C.1 P.C.1	G.D.1/ M.D.1/	- -	- -	

26  
dont 20 G.D

9  
dont 2 G.D

./...



N° d'ordre	Entreprises	Centres d'exploitation	Nombre de véhicules autorisés		Services à la place		Services collectifs		Observations
			Au titre de l'article I de l'arrêté du 23-6-60	Au titre de l'article II de l'arrêté du 23-6-60	Zones de prise en charge	Zones de desserte	Zones de prise en charge	Zones de desserte	
13	Sté GROSBOIS & Cie	SAVIGNE-SUR-LATHAN	26 (dont 26GD)	9 (dont 2GD)	P.C.1 P.C.1	G.D.1/ M.D.1/	- -	- -	
14	Sté GENERALE DES AUTO- MOBILES DE TOURS	TOURS	-	2	P.C.1	M.D.1/	-	-	
15	Sté "LES RAPIDES DE TOURAINÉ"	TOURS	8 12	- -	P.C.1 P.C.1	G.D.1/ M.D.1/	- -	- -	
16	Sté des TRANSPORTS AUTOMOBILES DE L'OUEST	TOURS	6 6	- -	P.C.1 P.C.1	G.D.1/ M.D.1/	- -	- -	
17	SYNDICAT DES TRANS- PORTS EN COMMUN DE LA REGION TOURANGELLE (S.T.R.T.)	TOURS	-	2 (5)	P.C.2	M.D.2/	-	-	(5) autorisations liées à l'exploitation des services urbains de Tours.

61  
 dont 36 GD  
 13  
 dont 2 GD  
 74

GD 38  
 MD1 36  
 MD2 2/

Département d'Indre-et-Loire

Comité Technique Départemental  
des Transports

P L A N

DES SERVICES ROUTIERS OCCASIONNELS DE TRANSPORT  
DE VOYAGEURS

Etabli en application de l'article 4 du décret du 14 novembre 1949  
modifié par le décret N° 60-472 du 20 mai 1960

- DOCUMENT C -

Dispositions particulières



- DOCUMENT C -

Dispositions particulières

- I - Liste des services à la place pouvant ne pas ramener les voyageurs au point de départ.

Néant.

- II - Conditions d'exploitation imposées aux services occasionnels pour qu'ils ne fassent pas concurrence aux services réguliers.

Lorsqu'un service occasionnel offert à la place est assuré sur une relation où une autre entreprise exploite déjà un service régulier ferroviaire ou routier, le prix perçu doit être au moins égal aux prix pratiqués dans des conditions comparables par le service régulier, majoré de 10 %.

Département d'Indre-et-Loire

Ponts et Chaussées

Service  
du Contrôle des Transports  
Routiers

E 3

PLAN DES SERVICES OCCASIONNELS DE VOYAGEURS

ANNEXE DU DOCUMENT A

Délimitation des zones de desserte

G.D.1 - M.D.1 - M.D.2

CARTE

Département d'Indre-et-Loire

Ponts et Chaussées

Service  
du Contrôle des Transports  
Routiers

E<sup>2</sup>

PLAN DES SERVICES OCCASIONNELS DE VOYAGEURS

ANNEXE DU DOCUMENT A

Délimitation des zones de prise en charge  
P.C.1 - P.C.2

CARTE